

Mémoire

A : Bernard Landry, Louise Harel, Sylvain Simard
CC : Pierre Boileau, Jean-François Lisée, Bob Dufour
De : Pierre-Alain Cotnoir
Date : 12 mars 1997
objet : Les dangers de l'abstentionnisme d'une frange de l'électorat péquiste

Les intentions de vote en mars 1997

Une pondération réaliste des répondants discrets donne le portrait suivant de la répartition des votes entre les grandes formations politiques :

Som 28 février au 6 mars	Pondération		
	N	Bruts	réaliste
PLQ	311	31%	43%
PQ	398	40%	44%
AD	115	11%	11%
Autres	22	2%	2%
NSP	101	10%	
Vote pas	56		
Total	1003		

En nombre de sièges, si une élection avait eu lieu, le résultat aurait probablement été le suivant :

Parti	Sièges	Vote	Vote franc.
Parti libéral	42	43%	33%
Parti québécois	82	44%	49%
Autres	1	13%	17%

Cette évaluation ne tient pas compte cependant d'une éventuelle non participation d'une frange de l'électorat péquiste. Faisons donc l'hypothèse que sur les 4 893 465 électeurs inscrits en 1994 un certain nombre de sympathisants péquistes, désormais insatisfaits du gouvernement, décident de rester chez eux lors d'un hypothétique scrutin. Supposons également que le taux de participation soit égal à celui de 1994 (81,6 %) moins ces électeurs mécontents. Donnons sa chance à Mario Dumont en lui permettant d'être réélu dans sa circonscription : c'est-à-dire en le maintenant gagnant. Finalement faisons nôtre la prémisse d'une distribution normale de ces électeurs insatisfaits. Que donnerait alors notre projection pour l'ensemble des circonscriptions ?

Pour 100 000 ex-sympathisants péquistes s'abstenant de voter

<i>Parti</i>	<i>Sièges</i>	<i>Vote</i>	<i>Vote franc.</i>
Parti libéral	58	44%	32%
Parti québécois	66	42%	51%
Autres	1	14%	17%

Pour 200 000 ex-sympathisants péquistes s'abstenant de voter

<i>Parti</i>	<i>Sièges</i>	<i>Vote</i>	<i>Vote franc.</i>
Parti libéral	63	45%	33%
Parti québécois	61	41%	49%
Autres	1	14%	17%

Comparaison avec les scrutins de 1981 et 1985

Le Parti québécois a perdu 453 229 votes entre le scrutin de 1981 et celui de 1985 tandis que le Parti libéral voyait son vote s'accroître de 251 554. La participation d'un scrutin à l'autre diminuait en chiffres bruts de 174 388 électeurs alors que le nombre d'électeurs inscrits augmentait pourtant de 167 324.

Ces résultats illustrent assez clairement les effets de la désaffection de 1985 à l'endroit du Parti québécois qui s'était seulement en partie traduite par un transfert vers le Parti libéral et qui s'était surtout caractérisée par un abstentionnisme élevé des électeurs péquistes de 1981.

Dans notre simulation, nous voyons qu'un abstentionnisme équivalent à seulement la moitié des pertes d'appui survenues entre 1981 et 1985 pourrait signifier pour le Parti québécois, dans le contexte de la polarisation électorale décelée par le dernier SOM, la perte du pouvoir.

Un échec dans les négociations

Comme en 1985, le prix à payer pour s'aliéner une frange d'à peine 2-4 % de l'électorat pourrait être lourd. Or, dans le contexte des négociations actuelles avec le secteur public, les mécontents pourraient se compter par dizaines de milliers en cas d'échec des négociations.

Dans ce contexte, des élections anticipées pourraient permettre au Parti libéral de ravir sans coup férir le pouvoir au Parti québécois. On a trop facilement tendance à oublier que les deux partis sont au coude à coude dans l'opinion publique, conséquence incontournable du clivage référendaire qui divise encore le Québec.

L'aliénation d'une partie du soutien populaire qu'obtient le Parti québécois aurait des conséquences néfastes non seulement pour la survie du gouvernement qui en émane, mais surtout pour le projet politique dont ce parti s'est fait l'incarnation depuis plus de 30 ans.

Pierre-Alain Cotnoir